

La commission finance

PEI

PRÉVENTION ET
RETOURNEMENT

14 octobre 2021



SOMMAIRE

- 1** **Etat des lieux de la gestion de la crise :**
 - Ⓐ *France VS. autres pays européens*
 - Ⓑ *Le constat européen*
 - Ⓒ *La gestion aux USA*

- 2** **Pistes pour la gestion de sortie de crise**
 - Ⓐ *Le BFR de reprise*
 - Ⓑ *Le financement des CapEx*
 - Ⓒ *Le Prêt Participatif Relance*

- 3** **Ouverture & débats**

Les grandes mesures prises par chaque pays touchent :



Les dispositifs de santé publique



L'aide immobilière pour les personnes et entreprises vulnérables



L'aide en faveur des entreprises et travailleurs indépendants

Gestion Covid :

France VS. pays européens



Une montée en puissance relative selon le pays, le domaine et le rythme de propagation du virus



Santé publique :

- ❖ la création de postes
- ❖ l'achat de matériel (réanimation)
- ❖ la création d'hôpitaux éphémères
- ❖ Le transfert de malades vers des lieux moins sinistrés

FR 67 M€ IT 60 M€ SP 46 m€

Aide immobilière :

En Espagne et Italie, remboursements gelés pour une première période de 9 mois.

En France, gel par périodes de 3 mois. Après le 6^{ème} mois : obligation de payer intérêts et assurance, voire une partie du capital.

Le dispositif mis en place ne prévoyait pas de 2nde vague violente et encore moins de 3^{ème} vague.

Entreprises et indépendants :

- ❖ **France** : « *quoi qu'il en coûte* » immédiat via de nombreux leviers (AP, URSSAF, etc.). Pays européen avec la plus forte commercialisation des PGE : 170 Mds€ → coût pour l'Etat différé dans le temps, système de garantie de 300 Mds€.
- ❖ **Italie** : aides versées aux entreprises à hauteur de quelques dizaines de milliards d'€ à destination des cotisations chômage.
- ❖ **Espagne** : fonds de garantie de l'Etat = 100 Mds€ pour faire face aux échéances bancaires. Les entreprises qui n'ont pas eu recours à ce fonds de garantie ont été exonérées du paiement des cotisations sociales.
Chômage partiel pour les entreprises sans aucune activité.
Allocation minimale de 600 € mensuellement pour les travailleurs indépendants.

Au fil du temps les dispositifs d'aides ont été maintenus voire accrus atteignant des montants significatifs → péril de l'équilibre budgétaire des pays

Gestion Covid :

Le constat européen

Malgré l'accélération de la vaccination et la levée des confinements, un terrible constat s'impose : la « dette Covid » est très lourde



Temps nécessaire pour apurer sa dette Covid :



Espagne = 89 ans



France = 67 ans



Italie = 26 ans



Allemagne = 7 ans

- ❖ La différence entre la France et l'Italie provient du fait que l'Italie a su dégager un excédent entre 2000 et 2019.
- ❖ En moyenne sur la zone Euro, depuis Déc.2019, le dette publique a augmenté de 17 Points de PIB.
- ➔ conséquences importantes dans le cadre de la relance, notamment sur le domaine concurrentiel, l'Allemagne partant avec un coussin de sécurité non négligeable.

- ❖ 7 pays sur 19 utilisant l'Euro (c.60% de la dette globale) affichent **un taux d'endettement > 120%**
- ❖ Règles budgétaires européennes revues **en 2021**
- ❖ **Fin 2020** la BCE arrêtera de financer les déficits publics

Particulièrement inquiétant alors que les besoins en dépenses publiques n'ont jamais été aussi importants (santé, éducation, défense, relocalisation des usines, etc.).

Gestion Covid :

Le constat européen

Plans de relance avec l'aide de l'Union Européenne :

 **235 Mds€**
(aide UE de 87%)

86 Mds€ pour la transition écologique, 42 Mds€ pour la compétitivité numérique et 77 Mds€ pour le domaine de la santé et de la cohésion sociale.

 **130 Mds€**
(aide UE de 22%)

50% de l'aide consacrée au financement de la transition écologique. Reste partagé 50/50 entre le développement de la compétitivité numérique et la santé.

 **100 Mds€**
(aide UE de 41%)

50% (c.20 Mds€) de l'aide est destinée à la transition écologique (soit 4,5x moins que l'Italie), 6 Mds€ au numérique et 15 Mds€ à la cohésion sociale et à la santé.



*La gestion de l'après-crise sera ardue : le poids du passé ajouté au coût de la dette Covid ne feront qu'accroître les disparités.
Pour être concurrentielle, la France devra se montrer très imaginative.*



← **Forte intervention des USA pour contrer l'effet Covid** →

Gestion Covid :
La gestion aux USA

Une mesure phare du plan Trump



800 Mds\$ de prêts aux PME

(Paycheck Protection Program)



8,5 millions de bénéficiaires

(entreprises et organisations à but non-lucratif)



11,8 millions de prêts

(certaines entreprises ayant pu en bénéficier plusieurs fois).

Ce programme de prêts PPP était l'une des mesures phares du gigantesque plan de relance de **2 200 Mds\$** adopté fin mars 2020 par l'administration Trump et le Congrès.

Et après ?

Les prêts, lorsqu'utilisés pour payer les salariés, ont vocation à être transformés en subventions.

Plus de la moitié avaient déjà été annulés fin mai 2021. Des fonds supplémentaires pour ce programme ont été accordés, et Joe Biden l'a également prolongé à son arrivée à la Maison Blanche.

Pistes pour la gestion de sortie de crise

- ❖ Comment financer **le BFR de reprise** quand :
 - Tirage factor maximal
 - Perte des concours court-terme
 - ➔ Aller vers une plus grande accessibilité des financements alternatifs, trouver des actifs à mettre en garantie de concours, etc.

- ❖ Comment financer **les Capex** avec le surendettement (PGE, CCSF, passifs fiscaux et sociaux Covid, retards de loyers, etc.)
 - ➔ proposer des schémas de contre-garantie BPI ? Des ré-étalements avec contre-garantie ? (cf. *fonctionnement des obligations relance*)
 - ➔ *une nécessaire intervention collective de toutes les parties prenantes : actionnaires, obligataires, banques (, fournisseurs ?)*

Pistes pour la gestion de sortie de crise

- ❖ Le Prêt Participatif Relance
 - PME – ETI / critères d'éligibilité = minimum BB-
 - Capex ou développement
 - 12,5 % CA 2019 – Délégation 10 M€
 - Différé de 4 ans puis amortissement sur 4 ans
 - Taux élevés 4% à 5,5% yc coût de la garantie de l'Etat
 - Sans garantie
 - Cédé par la banque
 - Couplé à d'autres produits

Ouverture & Débats

Les grands oubliés de la crise

Refus de PGE et trop petits pour être éligibles aux prêts participatifs relance (PPR)

Quel schéma en cas de 4^{ème} vague ?